

Mars, 2025

Les réseaux sociaux

L'engagement politique 2.0

Jeune Garde
Socialiste

kéké !

Traître !

Arrête la politique,
t'es nul !

Corrompu
jusqu'à l'os

Vendue !

baraki de Kermess



SOMMAIRE

1	L'édito du Président
Les conseils d'une militante 2.0	2
5	Faire de la politique au temps des réseaux sociaux
Influence politique sur les réseaux sociaux	6
7	Engagement 2.0
S'exposer sur les réseaux sociaux	8
10	Les Jeunes MR
Sondage	12
14	Procédure en cas de cyberharcèlement
Stratégie du chaos	16
18	La démocratie participative



Chers camarades,

Jamais la politique n'a été aussi accessible. En quelques clics, une idée peut devenir virale, un discours peut faire trembler l'opinion, et un engagement peut naître derrière un écran. Les réseaux sociaux ont bouleversé notre manière de militer, de débattre et même de voter. Aujourd'hui, ils sont devenus un champ de bataille politique incontournable.

Mais cette révolution numérique s'accompagne de défis redoutables. L'essor des influenceurs politiques redessine les dynamiques d'opinion, parfois au détriment de la nuance et de la vérité. La désinformation, elle, gangrène le débat public et menace nos démocraties. Pire encore, les échanges se radicalisent, la violence numérique se banalise, et l'anonymat encourage le harcèlement.

Alors, comment transformer ces outils en leviers d'engagement progressiste ? Comment faire des réseaux sociaux un espace de mobilisation plutôt qu'un terrain miné par la haine et la manipulation ?

Dans cette édition de La Jeune Garde, nous analysons ces enjeux cruciaux. En tant que jeunes socialistes, nous avons un rôle à jouer : défendre nos idées, déconstruire les fake news et porter une parole forte, à la fois sur le terrain et sur les réseaux. Chaque message, chaque partage, chaque argument compte. Notre engagement en ligne est un prolongement de notre engagement militant.

Nous vous invitons donc à prendre part à cette réflexion collective. Continuez à faire entendre votre voix, à défendre nos valeurs avec force et intelligence. Car oui, les réseaux sociaux peuvent être un espace de combat politique, mais c'est à nous d'en fixer les règles.

Restons connectés, restons mobilisés !

Tanguy et l'équipe du MJS



Les conseils d'une militante 2.0 avec plus de 10 ans d'expérience :

Engagement, Résistance et Joie !

Les réseaux sociaux ont complètement changé la manière de militer. Il n'a jamais été aussi simple d'informer, de mobiliser et de dénoncer. Mais soyons honnêtes : derrière nos écrans, c'est pas toujours facile. En 2025 plus que jamais, entre les vagues de harcèlement, l'épuisement militant et la banalisation de la haine, la route est semée d'embûches. Et si tu es une femme, féministe ou une personne racisée qui sont souvent les premières cibles de harcèlement et de violences en ligne, c'est encore pire. Bref, voici mes conseils pour s'engager sans y laisser sa santé mentale !

Leila Agic

Députée au parlement Bruxellois



1 Ne sous-estime jamais l'impact de ton engagement.

Un tweet bien senti, un thread percutant ou une vidéo qui claque peuvent faire bouger les choses. N'écoute pas ceux qui méprisent l'engagement numérique : il est nécessaire et complémentaire aux luttes de terrain.

2 Le débat, c'est bien, mais pas avec n'importe qui !

Échanger, confronter des idées, c'est essentiel. Mais perdre du temps avec des trolls qui cherchent juste à te fatiguer, c'est inutile. Certains veulent juste te provoquer, alors ne leur donne pas ce plaisir.

3 Bloquer, ce n'est pas censurer, c'est s'auto-préserver.

On va te dire que bloquer des racistes, misogynes et homophobes, c'est anti-démocratique. Faux ! Bloquer, c'est garder ton espace clean et ne pas donner d'amplification aux discours de haine. Mets ton cordon sanitaire en place et avance !

4 Ne normalise jamais la haine.

À force de voir passer des horreurs, on finit par s'y habituer. Mauvaise idée ! Chaque commentaire raciste, sexiste, homophobe est un vrai problème. Signale, documente, sensibilise. Laisser passer, c'est laisser pourrir l'espace public.

5 Porter plainte, même si c'est long, c'est important.

Les insultes, menaces et diffamations, c'est pas « juste des mots ». Chaque plainte déposée, même si elle n'aboutit pas toujours, nourrit les stats et met la pression sur les institutions. La justice est lente, mais elle existe.

6 Déconnecte pour ne pas péter un câble !!

Militer, c'est bien. Dormir et respirer, c'est mieux. Mets ton téléphone en mode avion, désactive les notifs et accorde-toi des breaks. T'as le droit de souffler, personne ne peut tout suivre en permanence.

7 Crée un réseau safe.

Le militantisme, c'est pas un solo game. Trouve des gens sur qui compter, rejoins des groupes, parle de ce que tu ressens. Le harcèlement, c'est dur, mais à plusieurs, on se protège mieux.

8 La joie, c'est une arme politique.

Tout ne doit pas être lutte et rage. Organise des moments joyeux, célèbre chaque petite victoire. Danse, chante, rigole. Tu n'as pas besoin de ressembler à un quinquagénaire triste pour être pris au sérieux. La joie attire, donne de la force et rend le combat plus puissant.

9 Sors de ta bulle.

Les algos des réseaux nous enferment vite dans un entre-soi. Fais l'effort d'aller voir ailleurs, de lire d'autres points de vue (quand ils sont pertinents). Évoluer, c'est aussi s'ouvrir.

10 N'oublie jamais pourquoi tu fais ça

Parfois, la fatigue et la lassitude prennent le dessus. Dans ces moments, rappelle-toi pourquoi t'as commencé. Reviens à l'essentiel, ravive la flamme, et repars au combat.

L'engagement politique 2.0, c'est puissant, mais il faut savoir le gérer pour durer. **Prends soin de toi, protège-toi, et surtout : continue à militer avec passion et détermination !**



FAIRE DE LA POLITIQUE AU TEMPS DES RÉSEAUX SOCIAUX : ENGAGEMENT OU COMBAT PERMANENT ?

S'engager en politique, c'est vouloir faire entendre sa voix, défendre ses idées et contribuer à construire un avenir meilleur. Pourtant, pour de nombreux candidats et militants, cette volonté se heurte à une réalité brutale : celle du cyberharcèlement. Insultes, moqueries, diffamation, la violence des réseaux sociaux peut transformer une expérience citoyenne positive en un véritable parcours du combattant.

Léa Cristens

Présidente de la fédération des JS de Charleroi



Un engagement mis à l'épreuve

« Tout était parfait jusqu'à ce que je voie ton poireau sur le visage. » Voici le premier commentaire que j'ai reçu lors de l'annonce de ma présence sur les listes communales pour les dernières élections. Si seulement cela avait été le seul. Des remarques sur mon physique, des insultes, des comparaisons politiques honteuses, jusqu'à la propagation de fausses informations sur les valeurs socialistes et progressistes que nous défendons : voilà la réalité à laquelle j'ai été confrontée durant ma toute première campagne. Je ne me suis pas engagée en politique pour répondre à des personnes haineuses, très souvent anonymes sur les réseaux sociaux, mais pour défendre nos valeurs, porter haut et fort nos convictions, et surtout me battre pour un monde plus juste, plus social, plus égalitaire pour toutes et tous. Entre opposants politiques, il est normal d'avoir des opinions divergentes ; c'est d'ailleurs l'essence même de notre démocratie. Nos idées ne sont pas les mêmes, mais nous sommes là pour en débattre, dans le respect de chacun.

Un phénomène préoccupant en Belgique

Le cyberharcèlement est un fléau qui touche de nombreux jeunes en Belgique. Selon une enquête menée en 2021, un jeune sur trois a déjà été victime de cyberharcèlement dans le pays. De plus, les signalements de harcèlement ont augmenté de 115 % en 2023 par rapport à l'année précédente. Ces chiffres alarmants montrent l'ampleur du problème et la nécessité d'agir.

Un combat collectif contre le harcèlement en ligne

Face au harcèlement, nous devons faire front commun et le combattre ensemble. Aujourd'hui, trop de jeunes en sont victimes, et le vrai danger est là. Nous devons lutter contre ce fléau, car tout le monde n'est pas égal face à la violence des mots. Ma réaction face aux commentaires haineux a été de les ignorer et de passer outre. Mais tout le monde n'a pas cette capacité. Les mots blessent, et parfois, les conséquences sont dramatiques.

Les réseaux sociaux, sous couvert d'anonymat, sont devenus un espace où presque tout est permis. Le manque de contrôle favorise la propagation des fausses informations, d'autant plus avec le rôle des algorithmes qui nous enferment dans une bulle de contenus similaires, réduisant notre esprit critique.

L'engagement politique ne devrait jamais rimer avec intimidation et harcèlement. Pourtant, ces pratiques découragent de nombreux jeunes à s'impliquer et à exprimer leurs idées librement. Il est urgent d'agir pour faire des réseaux sociaux un espace de débat respectueux et constructif. Sensibilisation, éducation aux médias et responsabilisation des plateformes doivent faire partie de la solution. Car, après tout, la politique appartient à tout le monde, et personne ne devrait avoir peur d'y prendre part.

JE FAIS DE L'INFLUENCE POLITIQUE SUR LES RÉSEAUX : INFORMER, SENSIBILISER ET MOBILISER

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont devenus un espace où tout se joue : l'information, les débats, la sensibilisation... et malheureusement aussi la désinformation. C'est pour cela que j'ai décidé d'y prendre la parole en tant que créatrice de contenu engagée, avec un objectif clair : **rendre la politique et les sujets de société accessibles à ma génération.**

À travers des publications militantes et des capsules vidéo, je vulgarise des thématiques qui me tiennent à cœur, comme le féminisme et l'enseignement supérieur en Belgique. Ce sont des sujets essentiels qui, pourtant, sont souvent négligés dans le débat public.

Furayah Kayembe
Jeune Socialiste de Bruxelles.



Faire entendre la voix des étudiants : un combat nécessaire.

L'enseignement supérieur est, selon moi, un sujet totalement délaissé. On parle beaucoup du marché du travail, des salaires, des retraites, mais très peu des réalités étudiantes. Pourtant, la précarité touche une grande partie des étudiants, les frais de scolarité augmentent, l'accès à des services de santé mentale est insuffisant et les logements restent hors de prix. J'ai le sentiment que les jeunes sont trop souvent mis de côté alors qu'ils sont les travailleurs et citoyens de demain.

Je veux mettre en lumière ces injustices, faire réagir et surtout donner des clés de compréhension aux jeunes, pour qu'ils puissent s'informer et s'impliquer. Il y a encore beaucoup trop de zones floues sur les droits des étudiants, sur les aides possibles, sur les décisions politiques qui les concernent directement. J'essaie d'apporter des explications claires, accessibles et surtout utiles.

Être une femme et parler politique en ligne est un défi quotidien

Je ne vais pas mentir : être une femme et faire du contenu engagé, ce n'est pas facile. Les critiques sont souvent plus virulentes que pour les hommes, les attaques plus personnelles. Recevoir des commentaires haineux est devenu presque banal, et il faut constamment justifier sa légitimité à parler de certains sujets.

Le féminisme, par exemple, suscite encore des réactions d'une violence inouïe. Pourtant, il y a un réel besoin de sensibilisation. Beaucoup de gens ont encore une vision caricaturale du féminisme, alors qu'il s'agit simplement de réclamer l'égalité et la justice pour toutes. C'est précisément pour cette raison que je continue d'en parler, malgré les critiques. Parce que ces discussions sont nécessaires et que si on ne les mène pas, qui le fera ?

L'algorithme, un frein au contenu politique

Un autre défi, c'est la difficulté à exister parmi la masse de contenus disponibles. Les plateformes favorisent souvent le divertissement et les contenus légers, ce qui rend le contenu militant et politique moins visible. L'algorithme des réseaux sociaux ne met pas toujours en avant ce type de publications, ce qui complique la tâche de ceux qui veulent informer et sensibiliser.

Il faut donc travailler deux fois plus dur pour se démarquer, pour toucher un public plus large et pour faire en sorte que l'information circule. Cela demande du temps, de l'énergie et une remise en question constante sur la manière d'aborder les sujets pour capter l'attention.

C'est pour ça que je trouve essentiel de soutenir les créateurs de contenu engagé. Beaucoup de personnes produisent du contenu de qualité, recherché, pédagogique... et pourtant, leur travail reste parfois invisible. Partager, commenter, interagir avec ces publications, c'est un moyen concret de leur donner plus de portée et d'aider à diffuser des messages importants.

Sensibiliser et mobiliser : un engagement qui me tient à cœur

Mon but n'est pas de faire de la politique dans le sens classique du terme, mais plutôt d'ouvrir des discussions et de donner aux jeunes les outils pour comprendre et s'impliquer. Je suis convaincue que le militantisme digital a un vrai pouvoir : celui de sensibiliser, d'inspirer et de pousser au changement. C'est un combat qui demande de la patience, de la résilience et du courage, mais qui, au final, en vaut la peine.

ENGAGEMENT 2.0

« **Gaza, plus de 48.000 morts et plus de 111.000 blessés.** » Chouette. Et si j'en faisais un petit post ou une story. « Salut à vous mes petits champignons, aujourd'hui je voulais vous partager mon indignation par rapport à la Palestine... je ne suis pas content 😞 » Voilà c'est publié. 200 likes. Déjà. 5000 vues. Waow. Formidable !

Corneille disait que quiconque écrit s'engage. Aujourd'hui, certains publient pour mieux se désengager, après s'être acheté une conscience sociale à peu de frais. Ils postent, espèrent et retournent vaquer à leurs occupations. Il m'arrive d'être de ces gens-là, l'honnêteté intellectuelle m'oblige à le confesser. À bas ma pauvre réputation !

La tentation est forte de chercher le succès pour seulement quelques secondes sur l'abcès du monde. Mais ne faudrait-il pas interroger nos intentions avant chaque publication ? Sonder nos doigts impatients de cliquer, pour mieux s'appliquer dans nos choix ? Loin de moi l'envie de vous faire la morale. Ma foi mon caporal ! Je ne suis qu'un homme riche de ses contradictions et de son besoin de reconnaissance. Lisez-moi, likez-moi et partagez-moi...

Plus sérieusement, le débat politique a toute sa place sur les réseaux sociaux. Encore faut-il en débattre... rebattre les cartes, s'éduquer, s'écouter, débusquer les faux-semblants et les mensonges, éradiquer la bêtise et les fossoyeurs de faux songes.

Vous êtes, bien évidemment, en droit de commenter, avec modération et inspiration. Mais si vous pouviez éviter les menaces, le harcèlement et la goujaterie des sans visage... ce serait fort aimable.

Oui, nous pouvons changer le monde avec une bonne connexion internet. Oui, nous pouvons faire évoluer les mentalités avec une brève story. Le tout est d'être conscient que nous ne pouvons le faire qu'avec sagesse, respect et grandeur d'âme.

Alors restons connectés, restons mobilisés... mais sans se laisser vampiriser par nos smartphones qui, indubitablement nous façonne, nous passionne et parfois, hélas, nous empoisonne.

Maroan Abdallah
Jeune Socialiste de Bruxelles.





S'EXPOSER SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX EN POLITIQUE : ENTRE PEUR, ATTAQUES ET RÉSILIENCE

Le 17 février 2024, l'annonce est tombée, je me présentais aux élections régionales en province de Liège. J'étais enthousiaste car je savais que la communication numérique serait un outil incontournable. Pourtant, ce que je n'avais pas pleinement mesuré, c'était le poids de l'exposition sur les réseaux sociaux : la peur de se montrer, les commentaires désobligeants et, surtout, la violence sexiste et raciste qui accompagne toute visibilité d'une femme noire en politique.

Alors avant même d'appuyer sur "publier", j'ai souvent hésité. Est-ce que ce que je vais dire sera bien reçu ? Est-ce que je vais être critiquée sur ma manière de parler, mon apparence ou mon origine ? Cette peur, je pense, est partagée par de nombreuses femmes, où on remet en question notre place puis ce fameux syndrome de l'imposteur qui te regarde au loin. On sait qu'une simple prise de parole peut déclencher une vague de réactions, pas toujours bienveillantes.

Il y a aussi la crainte d'être perçue comme "trop" : trop engagée, trop revendicatrice, trop visible. Pourtant, en politique, exister et s'imposer sur les réseaux sociaux est devenu une nécessité. Ne pas le faire, c'est laisser la place à d'autres, souvent ceux qui veulent maintenir le statu quo.

Dès les premiers jours de ma campagne, les remarques n'ont pas tardé à fuser. Certains commentaires critiquaient mes idées, et c'est normal dans le débat démocratique. Mais d'autres allaient bien au-delà.

- Le sexisme : "Elle est jolie, mais elle ne dit rien d'intelligent." "Elle est bonne." Ces phrases sont la preuve que, pour certaines personnes, une femme en politique doit encore prouver qu'elle est là pour autre chose que son apparence.

- Le racisme : "Elle est sur des listes électorales pour remplir un quota." "Je ne me sens pas représenté par cette noire". Ces attaques révèlent une vision étriquée de la société, où la politique serait réservée à certains et où la diversité dérange encore.

Face à tout cela, j'ai compris qu'il fallait choisir ses combats. Répondre à tout serait une perte de temps et d'énergie. Mais laisser faire reviendrait à banaliser ces comportements.

S'exposer malgré la peur n'est pas un choix facile, mais c'est une nécessité lorsque l'on porte des idées et des convictions fortes. Il est normal de douter, d'avoir ce moment d'hésitation avant de cliquer sur "publier", de craindre le flot de commentaires qui suivra. Mais il faut toujours garder en tête l'essentiel : nous sommes là pour apporter quelque chose, pour proposer une vision, pour contribuer au débat. Nos idées méritent d'être entendues, même si elles dérangent.

Bien sûr, s'exprimer sur les réseaux sociaux expose aussi à des attaques gratuites. Face à cela, il est essentiel d'apprendre à ignorer et à modérer. Tous les commentaires ne méritent pas une réponse, et certains ne méritent même pas d'être lus. Bloquer, signaler, filtrer : ce ne sont pas des signes de faiblesse, mais des outils pour préserver son énergie et son bien-être. Les insultes et les provocations ne sont souvent que des tentatives de déstabilisation. Leur accorder trop d'importance, c'est leur donner du pouvoir.

Heureusement, personne ne devrait affronter ces épreuves seule. S'entourer d'un réseau de soutien est fondamental. Avoir des proches, des amis, des collègues ou une équipe qui comprend les enjeux et apporte du réconfort permet de relativiser. Ce sont ces personnes qui rappellent pourquoi l'on se bat, qui apportent du soutien moral dans les moments de doute et qui permettent de ne pas se laisser submerger.

Mais parfois, ignorer ne suffit pas. Il est essentiel de dénoncer pour sensibiliser. Exposer les attaques subies, montrer la réalité du cyberharcèlement ou du racisme ordinaire permet d'éveiller les consciences. Trop souvent, ces violences sont minimisées ou banalisées. En les mettant en lumière, on contribue à un changement collectif.

Finalement, la clé reste de ne jamais perdre de vue l'objectif. Les réseaux sociaux ne sont qu'un outil, un moyen de communication. Ils ne doivent pas devenir une source d'angoisse permanente, ni détourner de la cause que l'on défend. Il faut rester concentrée sur l'essentiel : l'engagement, les idées, les actions concrètes.

Cette campagne m'a appris une chose précieuse : la haine n'a de pouvoir que si on lui en donne. Chaque attaque, chaque commentaire haineux prouve que notre présence dérange et, par conséquent, qu'elle est nécessaire. Si mon expérience peut inspirer d'autres jeunes, d'autres femmes, d'autres personnes issues de la diversité à prendre leur place, alors ces épreuves n'auront pas été vaines. Parce que la meilleure réponse à ceux qui voudraient nous faire taire, c'est de continuer à avancer, plus déterminée que jamais.

Frantz Fanon disait "**Le racisme n'est qu'une compensation du complexe d'infériorité le plus flagrant.**"

Steffy Munday Lubaya
Conseillère Communale à la Ville de Liège.



QUAND LES JEUNES MR TRANSFORMENT LES RÉSEAUX EN TERRAIN DE GUERRE

Les réseaux sociaux, c'est censé être un lieu d'échange et de partage d'idées, un espace où chacun peut s'exprimer librement. Mais depuis quelque temps, ils se transforment en véritable champ de bataille, surtout quand les Jeunes MR s'en mêlent.

Ayoub Yahia
Trésorier des JS Schaerbeek



De nombreux jeunes socialistes en subissent régulièrement les conséquences. Chaque fois qu'un post apparaît, c'est le début d'une véritable offensive : moqueries incessantes, commentaires virulents et déformations des faits pour tenter de faire taire toute critique. On a l'impression que ces attaques sont coordonnées, presque organisées, et qu'elles font partie d'une stratégie plus large pour étouffer toute opposition aux idées qu'ils défendent.

Et le pire, c'est que leur président, Georges-Louis Bouchez, ne reste pas en retrait. Il intervient directement en commentant les publications des jeunes socialistes, tordant la réalité et allant jusqu'à s'en prendre personnellement à de jeunes militants. Son objectif ? S'assurer que ses idées et ses positions ne soient jamais remises en cause. Quand il s'agit de protéger son discours, Bouchez ne laisse aucune place au débat constructif.

La situation a atteint un nouveau niveau à l'approche du 8 mars. Ce jour-là, une élue du MR s'est attaquée à des manifestants qui s'opposaient à la présence d'un parti d'extrême droite, connu pour vouloir réduire les droits des femmes, notamment en ce qui concerne l'IVG. Elle est allée jusqu'à réagir de manière agressive, voire violente, en s'en prenant verbalement – et même physiquement – à plusieurs personnes, dont un mineur. Lorsque les vidéos ont commencé à circuler, il est apparu clairement que la version qu'elle avait proposée ne collait pas du tout avec la réalité. Pour essayer de faire taire la vérité, elle a signalé et supprimé un grand nombre de commentaires, espérant probablement que les preuves disparaissent.

Cet ensemble d'actions montre bien que, pour une partie du MR et particulièrement chez leurs jeunes militants, le débat se transforme souvent en une affaire de confrontation agressive. Plutôt que d'échanger des arguments et de confronter des idées dans le respect, on assiste à une escalade où la violence verbale et les attaques personnelles priment sur la discussion. Et quand ces comportements ne suffisent pas, Bouchez intervient lui-même pour réécrire les faits et s'assurer que seule sa voix soit entendue, allant jusqu'à déformer la réalité pour protéger ses idées de toute critique.

Pour conclure, les réseaux sociaux, qui devraient être des espaces de dialogue et de réflexion, deviennent de plus en plus des terrains minés où l'intimidation et la désinformation prennent le dessus. À une époque où la politique devrait être synonyme d'engagement et d'échange, il est triste de constater que certains préfèrent imposer leur vision par la force, au détriment d'un débat ouvert et sincère.

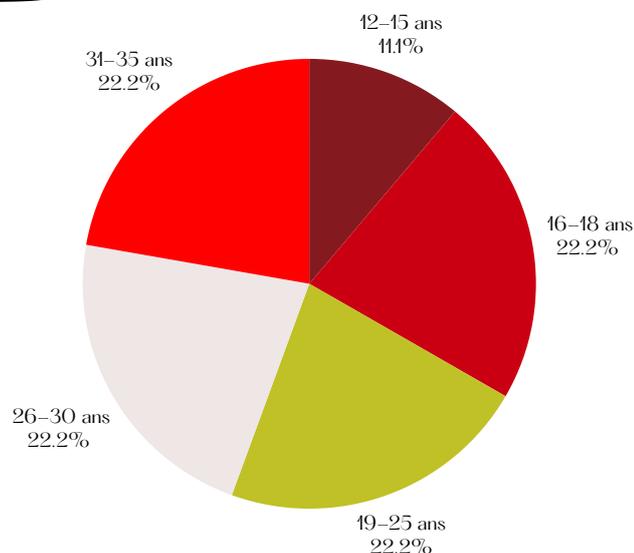


SONDAGE

Quel âge as-tu ?

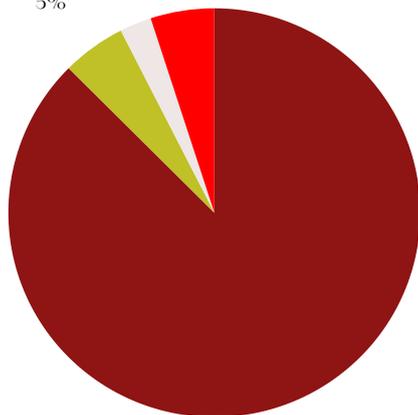
Dans le cadre de la rédaction de la Jeune Garde sur la communication 2.0, nous avons réalisé un sondage.

Ce sondage a pour but de mieux comprendre comment les nouvelles générations s'informent, débattent et s'impliquent en politique à l'ère du numérique.



Es-tu engagé.e politiquement ?

Oui, dans une association
5%

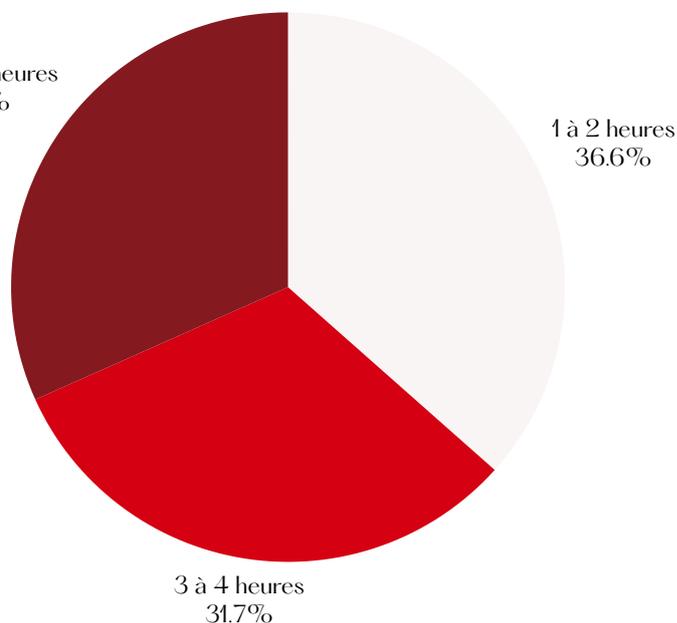


Oui, dans un parti politique
87,5%

Les données récoltées montrent un engagement particulièrement marqué des jeunes de 19 à 35 ans, qui représentent à eux seuls 66 % des répondants (22 % pour les 19-25 ans, 22 % pour les 26-30 ans et 22 % pour les 31-35 ans). Les plus jeunes (12-15 ans) restent logiquement minoritaires (11 %), tout comme les 16-18 ans (12 %), mais leur présence témoigne déjà d'un intérêt précoce pour les questions sociétales. Du côté de l'engagement politique, la tendance est sans équivoque : 87 % des répondants sont déjà engagés dans un parti politique, tandis que 4 % agissent via une association. À noter que seuls 4 % déclarent ne pas s'intéresser à la politique, preuve d'un environnement fortement politisé et mobilisé.

Combien de temps passes-tu en moyenne sur les réseaux sociaux par jour ?

Plus de 4 heures
31,7%



1 à 2 heures
36,6%

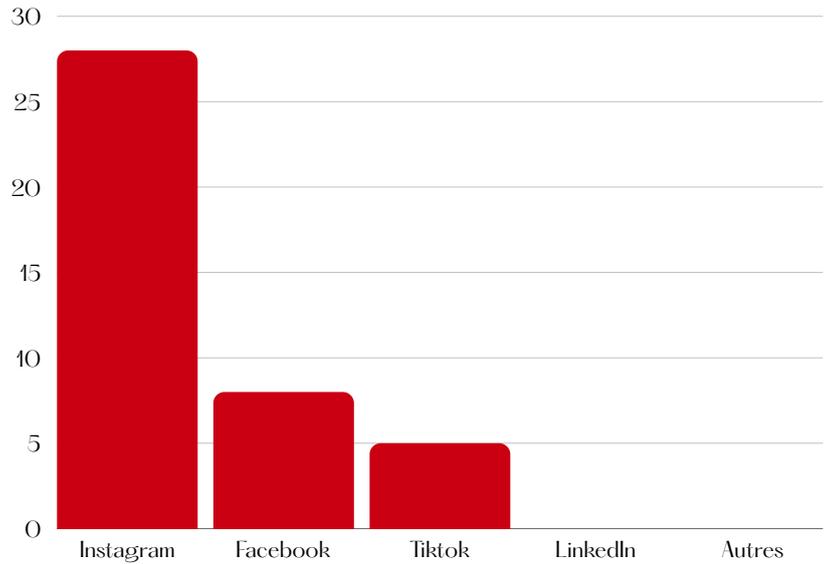
3 à 4 heures
31,7%

Les réseaux sociaux sont un outil puissant pour s'engager en politique, car ils permettent de sensibiliser un large public à des thématiques variées, de diffuser rapidement des informations et de mobiliser des citoyens autour de causes communes. Ils offrent également une plateforme d'échange et de débat, rendant la politique plus accessible. Cependant, leur format court et leur viralité peuvent poser problème : les informations risquent d'être simplifiées à l'extrême, voire déformées, ce qui peut mener à une compréhension biaisée des enjeux. De plus, la surabondance de contenu peut favoriser la désinformation et les débats polarisés.

Témoignage
Les réseaux sociaux peuvent être considérés comme un bon moyen pour s'engager en politique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ils offrent une plateforme accessible à un large public, permettant à chacun de partager ses opinions, de s'informer et de débattre sur des sujets politiques. Cela démocratise l'accès à l'information et donne une voix à ceux qui, autrement, pourraient ne pas être entendus. De plus, les réseaux sociaux facilitent l'organisation d'événements, de manifestations ou de campagnes de sensibilisation.

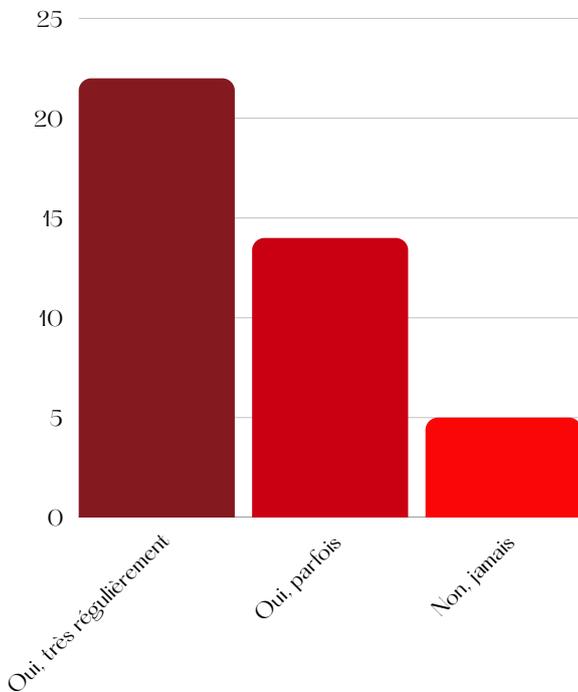
Quels réseaux sociaux utilises-tu le plus ?

Témoignage
 Principalement le PS, certains autres partis proches politiquement [et/ou à l'étranger], des comptes politiques, pas forcément engagé dans un parti.

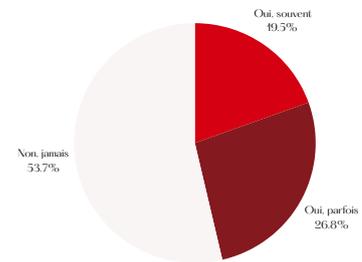


Instagram est leur terrain de jeu et de lutte : +25 % des jeunes l'utilisent, loin devant TikTok (5 %). Pourquoi ? Parce que c'est là qu'ils partagent, s'informent et militent, sans filtres et sans détours. La politique se fait aussi dans les stories et les posts.

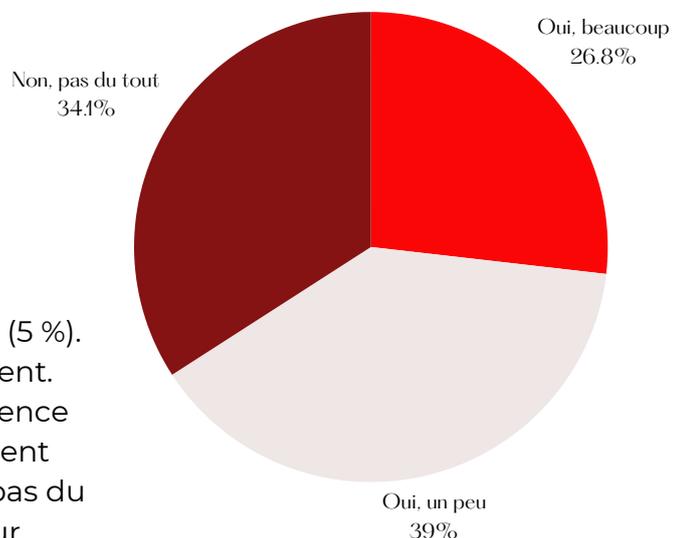
As-tu déjà partagé du contenu politique sur les réseaux sociaux ?



As-tu déjà participé à un débat ou une discussion politique en ligne ?



Penses-tu que les réseaux sociaux influencent ton opinion politique ?



30 % des jeunes utilisent Instagram, loin devant TikTok (5 %). C'est sur ces plateformes qu'ils s'informent et partagent. Mais cette présence ne rime pas forcément avec influence directe : 26 % disent que les réseaux sociaux influencent beaucoup leur opinion politique, 39 % un peu, et 34 % pas du tout. Preuve que si les réseaux sont un relais majeur d'information, beaucoup gardent un regard critique.

LES PROCÉDURES À SUIVRE EN CAS DE CYBERHARCÈLEMENT

Selon le Larousse, le cyberharcèlement est une forme de harcèlement qui s'effectue via Internet et les téléphones intelligents sur les réseaux sociaux, les forums ou par courriel. C'est un délit puni par la loi. Lorsqu'on est victime de cyberharcèlement, il faut d'abord en parler à quelqu'un de confiance (parents, amis, PMS, profs, collègues...). Si tu n'en as pas, tu peux en parler à Infor Jeunes (**au 02/514.41.11**) par exemple. ils t'écouteront et t'accompagneront dans tes démarches.

Chris Noumekpo
Jeune Socialiste de Bruxelles



Les premières démarches à entreprendre sont :

- Ne jamais répondre à des messages insultants pour éviter l'escalade.
- Bloquer le compte des harceleurs
- Signaler le/les contenus
- Modifier tes mots de passe et paramètres de confidentialité
- Faire des captures d'écrans de tout afin de pouvoir les donner aux autorités
- Faire part à la personne de ton désaccord à ce qu'elle fait et que cela te blesse essaye de les identifier et leur demander d'enlever
- S'il s'agit de la diffusion de photos, il existe un site sur lequel tu peux télécharger les photos problématiques afin que toute personne tentant de diffuser ces images soit immédiatement reconnue et arrêtée (<https://stopncii.org/>).
- Toujours dans le cas de photos, tu peux demander à Google de les retirer (Supprimer des images personnelles explicites ou intimes de Google - Aide Recherche Google)

Au niveau de la loi que puis-je faire ?

Il faut savoir, tout d'abord, que le harcèlement est puni par la loi d'une peine d'emprisonnement de 15 jours à 2 ans et/ou une amende de 50€ à 300€. Pour les mineurs, une peine d'emprisonnement et une amende n'est pas appliquée mais le jeune peut être placé en IPPJ lorsqu'il enfreint plusieurs conditions à savoir: un comportement répétitif, une atteinte grave à la tranquillité de la personne visée, un lien causal,...

Comment ça se déroule lorsqu'on porte plainte?

D'abord, tu dois te rendre au Commissariat de police (si tu n'es pas majeur, tu dois y aller avec un adulte en qui tu as confiance) le plus rapidement possible pour porter plainte auprès d'un inspecteur de police. Il rédigera alors un procès-verbal de ta déclaration.

N'aie pas honte et n'oublie pas que tu es une victime!



LA STRATÉGIE DU CHAOS ; UN ATOUT EN POLITIQUE ?

Depuis l'investiture du 20 janvier 2025 marquant le début du second mandat de Donald Trump, chaque journée est rythmée par une avalanche d'annonces et de polémiques orchestrées par le président américain et son administration. Ce mode de gouvernance porte un nom : la stratégie du chaos.

Brieuc Schaeafs
Secrétaire Internationale



Qu'est-ce que la stratégie du Chaos ?

Cette stratégie consiste à saturer l'espace public et médiatique par un flot continu de déclarations et de mesures chocs. L'objectif est double : assommer l'opposition en la forçant à réagir sans répit et détourner l'attention des désastres politiques en cours. Parallèlement, Trump s'attaque aux institutions américaines, notamment la justice et l'administration fédérale, afin de déstabiliser les contre-pouvoirs et de faire passer son programme.

Récemment, le projet de Trump pour Gaza, visant à déplacer la population pour créer une "nouvelle Côte d'Azur", ou encore son altercation publique avec le président ukrainien Zelenski, captent l'attention médiatique. Ces actions détournent l'attention de sujets plus profonds, comme les décrets présidentiels ou les échecs politiques majeurs, tels que la guerre commerciale qui a affaibli l'économie américaine.

Composante de la stratégie : Il y a trois mécanismes principaux qui sous-tendent cette approche.

1. La monopolisation de la controverse

Trump capte l'attention en multipliant les déclarations choc et les positions inattendues. Cette tactique pousse les médias et l'opposition à dépenser une énergie considérable à vérifier ses propos et à formuler des réactions en urgence. En les maintenant dans un état de course permanente, il conserve une longueur d'avance.

2. La polarisation du débat public

En prenant des positions tranchées et en attaquant frontalement ses adversaires, Trump découpe la société en camps opposés. Ses partisans se radicalisent et se mobilisent en réaction aux critiques, tandis que ses opposants se retrouvent piégés dans un cycle de réactions incessantes.

3. La domination du narratif

En créant des controverses à la chaîne, il impose ses thèmes favoris dans le débat public. Même critiqué, il reste au centre des discussions, contraignant ses adversaires à jouer sur son terrain.



Une tactique de domination

Au-delà du chaos médiatique, Trump utilise également des attaques incessantes pour étouffer l'opposition et affaiblir les institutions démocratiques. En effet, cette stratégie vise à déstabiliser l'opposition en forçant ses adversaires à réagir en permanence, il empêche les Démocrates de structurer un agenda politique cohérent.

En outre, ses attaques contre les "élites" politiques et médiatiques renforcent son image de défenseur des oubliés et consolident le soutien de son électorat. Il s'agit donc d'un outil pour mobiliser sa base.

Mais, ce n'est pas tout. En alimentant la crispation et la radicalisation des débats, il y a aussi un climat de tension qui se voit instauré et rend les compromis politiques et les discussions constructives de plus en plus difficiles.

Limites et dangers de cette stratégie

Si cette approche a prouvé son efficacité à court terme, elle comporte aussi des risques majeurs.

Tout d'abord, il y a l'usure du public. A force de polémiques, une partie des citoyens peut se lasser et se désintéresser complètement du débat politique. Par la suite, cette stratégie engendre également une perte de crédibilité. Une multiplication d'exagérations et de provocations peut détourner les électeurs modérés et altérer l'image du dirigeant sur la scène internationale.

Dans les faits, il y a un autre phénomène observé à la suite de l'utilisation de ce chaos : la polarisation exacerbée. A long terme, l'extrême division de la société menace la stabilité politique et affaiblit la démocratie.

En Belgique, certaines personnalités politiques adoptent des éléments de la communication de Trump. Par exemple, le président du MR, Georges-Louis Bouchez, utilise de plus en plus la provocation et les déclarations chocs pour dominer l'espace médiatique et promouvoir un agenda conservateur. Cela contribue à une polarisation croissante de la société et à une augmentation des tensions politiques.

Comment contrer cette stratégie ?

Face à cette offensive du chaos, l'opposition ne peut se contenter d'être en réaction permanente. Trois axes d'action sont nécessaires :

- 1.** Maîtriser l'agenda politique : plutôt que de subir l'actualité imposée par les populistes, il est crucial d'anticiper et d'imposer des thèmes forts et mobilisateurs.
- 2.** Développer des contre-discours efficaces : réfuter les polémiques avec des faits vérifiables, sans tomber dans le piège de la surenchère.
- 3.** Renforcer les institutions et le journalisme indépendant : soutenir les médias et les organismes de vérification des faits pour préserver un débat public sain.

Conclusion

Si le chaos est une arme politique efficace, il peut être contré par la rigueur, la mobilisation citoyenne et la protection des institutions démocratiques. En tant que jeunes socialistes, nous devons incarner cette résistance et promouvoir un débat politique respectueux et constructif. Car si nous ne le faisons pas, d'autres continueront d'exploiter le chaos à leur avantage mais au détriment de l'intérêt de la société.



LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE PASSE-T-ELLE PAR INSTAGRAM ?

Depuis plusieurs semaines, le Parti Socialiste belge a engagé un processus de refondation visant à rétablir un lien fort avec ses militants et électeurs. Cette démarche repose notamment sur une consultation directe du terrain afin de recueillir l'avis des citoyens. Si cette orientation vers la démocratie participative n'est pas nouvelle, de nombreux partis politiques belges ont déjà expérimenté de tels mécanismes pour se réinventer et répondre aux enjeux contemporains.

Les partis politiques ne sont toutefois pas les seuls à faire appel à la participation citoyenne. Les pouvoirs publics — et plus particulièrement les autorités communales — ont également mis en place une série de dispositifs destinés à encourager l'implication directe des citoyens dans les décisions qui les concernent. Conseils consultatifs, budgets participatifs, boîtes à idées citoyennes... les communes déploient divers outils pour redonner du souffle à l'engagement démocratique local. De petites villes comme Marche-en-Famenne ou Spa jusqu'aux capitales européennes telles que Stockholm, Paris ou Bruxelles, les initiatives se multiplient. Pourtant, la mobilisation demeure faible, notamment en raison d'un désintérêt croissant pour la politique et d'une méfiance envers les institutions.

Afin de pallier cette désaffection, les municipalités investissent désormais les réseaux sociaux pour diffuser leurs messages et toucher un public plus large, particulièrement les jeunes. Sur Facebook, TikTok ou encore Instagram, les publications se succèdent pour inviter les citoyens à proposer des projets, à participer à des consultations, ou à intégrer des instances participatives locales.

Cette évolution soulève une question essentielle : les réseaux sociaux peuvent-ils véritablement renforcer la démocratie participative, ou ne constituent-ils qu'un miroir aux alouettes ?

Des likes à la légitimité : qui décide vraiment ?

Si ces nouveaux canaux donnent l'impression d'une politique plus accessible, ils soulèvent en réalité plusieurs questions fondamentales.

1. Qui participe réellement ?

Les usagers qui répondent aux sollicitations numériques — sondages, stories interactives, votes en ligne — sont souvent des citoyens déjà sensibilisés ou engagés. Cette dynamique exclut de fait une part importante de la population, notamment les personnes confrontées à la fracture numérique ou vivant en situation de précarité.

Prenons l'exemple d'un projet immobilier soumis à consultation via une story Instagram. Seules quelques dizaines de personnes y répondent, principalement celles ayant déjà connaissance du dossier. Peut-on, dès lors, considérer une telle démarche comme représentative d'une volonté collective ?

2. Quelle légitimité pour ces consultations ?

Un clic sur une story Instagram ne saurait avoir la même portée qu'un avis formulé lors d'une assemblée citoyenne ou d'un débat public. Le format même des réseaux sociaux encourage une expression binaire, émotionnelle, immédiate, au détriment de la nuance et de l'argumentation.

Par ailleurs, les autorités communales ont tendance à valoriser, sur leurs canaux, des projets à large consensus, évitant ceux susceptibles de diviser. Cette orientation éditoriale témoigne d'une instrumentalisation possible des consultations numériques à des fins de communication politique.

3. Quels effets concrets ?

Une promesse centrale de cette participation 2.0 est d'offrir un relais entre les institutions et les citoyens. Or, dans la plupart des cas, le suivi est minimal. Les suggestions émises ne sont ni analysées de manière approfondie, ni intégrées aux processus décisionnels. Une boîte à idées virtuelle non suivie d'effet ne fait que nourrir la frustration, et aggrave le sentiment d'un simulacre de participation.

4. L'effet d'instantanéité

Les réseaux sociaux fonctionnent sur une temporalité éphémère. Une story Instagram disparaît après 24 heures, et les publications s'enfoncent rapidement dans le flux algorithmique. À l'inverse, le débat démocratique exige du temps : il suppose l'écoute, la confrontation d'opinions, la délibération. Le risque est donc grand de réduire la participation citoyenne à un exercice ponctuel, réactif, déconnecté de toute construction collective.

Instagram : une piste complémentaire, non une solution miracle

Penser que les réseaux sociaux sauveront la démocratie est un leurre. En revanche, leur usage stratégique et réfléchi peut constituer un levier d'engagement et un outil de sensibilisation non négligeable. La force d'Instagram réside dans son accessibilité. Un projet complexe, comme l'aménagement d'un quartier, peut être présenté de manière synthétique et pédagogique via des infographies ou des vidéos courtes. Cette vulgarisation rend l'information plus compréhensible pour un large public. Mais cette accessibilité a un revers : elle appauvrit souvent la qualité du débat. Un like ou un commentaire ne peut remplacer un échange d'idées approfondi, ni porter une décision politique lourde de conséquences. La démocratie ne se bâtit pas sur l'instantanéité, mais sur la délibération.

Autre limite importante : ces initiatives numériques sont souvent isolées et mal articulées avec les canaux démocratiques classiques. Une proposition populaire sur Instagram ne sera pas nécessairement prise en compte par un conseil communal si aucun lien formel n'est établi entre l'espace numérique et l'espace décisionnel.

Conclusion : Réinventer la démocratie, avec, et non par, les réseaux.

Les réseaux sociaux ne remplaceront jamais les assemblées publiques, les conseils consultatifs ou les réunions citoyennes. Cependant, ils peuvent devenir des outils puissants, capables de renforcer l'engagement et d'ouvrir la démocratie à des publics traditionnellement éloignés des sphères politiques.

Réinventer la démocratie à l'ère numérique implique de sortir de la logique purement communicationnelle. Il ne suffit pas de publier du contenu "tendance" ou "engageant". Il faut mettre en place des processus sincères, inclusifs, et intégrés dans une stratégie globale de co-construction.

La génération connectée n'est pas indifférente : elle est exigeante. Elle demande de la clarté, de la transparence, et souhaite que sa voix soit réellement entendue. Cette génération ne réclame pas une démocratie spectacle, mais une démocratie vivante, ancrée dans le réel — où chaque voix compte, même si elle commence par un simple clic.

Ainsi, non, la démocratie participative ne passera pas uniquement par Instagram. Mais si les institutions prennent au sérieux cette forme d'engagement, l'intègrent à des processus délibératifs solides, et s'engagent à donner suite aux contributions reçues, alors Instagram peut devenir un relais précieux entre la parole citoyenne et l'action publique.

À nous, jeunes militant·e-s, élu·e-s et citoyen·ne-s, de faire en sorte que cette révolution numérique serve l'intérêt général — et non l'image d'une démocratie en vitrine.



Tanguy Delporte
Président du MJS National

Fédération

Namur

Toi aussi, rejoins la fédération de



La Fédération des Jeunes Socialistes de Namur fait peau neuve ! Un nouveau souffle, de nouvelles idées et surtout, une équipe motivée qui n'attend que toi pour construire ensemble un avenir plus solidaire et plus juste. Ici, on débat, on crée, on agit pour changer les choses, dans la bonne humeur et sans prise de tête. Tu as des idées, des envies d'engagement ou simplement l'envie de rencontrer d'autres jeunes qui partagent tes valeurs ?

Rejoins-nous, l'aventure commence maintenant à Namur !

Composition du Bureau

Président : Adrien Jacqmain

1ère Vice- Présidente : Marjoline Dubois

2ème Vice- Président : Louis Tillieux

Secrétaire : Briex Schaeafs

Trésorier : Loïc Kulik

Délégué à la communication : Arnaud Brian

Délégué aux sections : Auréa Nakuzwe



MJS fédération de Namur



mjs_federation_namur

Fédération

Centre

Toi aussi, rejoins la fédération du



Le vent du renouveau souffle sur les Jeunes Socialistes du Centre ! Un tout nouveau bureau vient de voir le jour, porté par une équipe ultra-motivée, résolument jeune et pleine d'audace. Fierté supplémentaire : les femmes y prennent une place centrale, avec des postes clés occupés par des militantes engagées et inspirantes. Dynamisme, fraîcheur et envie de secouer les lignes sont au rendez-vous — parce qu'ensemble, on compte bien faire bouger les choses, avec sérieux... mais toujours dans la bonne humeur !

Composition du Bureau

Présidente : Maëlys Hennaux

Vice- Présidente : Céline Jacobs

Vice- Président : Léo Carpin

Secrétaire : Laura Denys

Trésorière : Salomé Van Iersel

Délégué à la communication : Malik Bensalem

Délégué aux événements : Gustave Gossiaux



Fédération des Jeunes Socialistes du Centre



mjs.centre

AGENDA

- **24 avril** : Rencontre avec Marie Meunier au parlement Fédéral.

Mons-Borinage

- **Mi-mai à Mi-Juillet** : Tour de nos Institutions (province, region, communauté, fédéral, Europe).



Fédération des Jeunes Socialistes de Mons-Borinage



jeunessocialistes_monsborinage

Verviers

- **Le 26 avril** : Ciné/débat
- **1er mai** : Stand FVJS
- **22 juin** : Jogging de Vos



Fédération Verviétoise des Jeunes Socialistes



fvjs_

Brabant-Wallon

- **Fin mai** : Semaine de lutte contre l'extrême droite.



Jeunes Socialistes Brabant Wallon



Mjs_Brabant-Wallon

Liège

- **10 mai** : Red Party de la section Hersal
- **10 mai** : élection de la fédération des Jeunes Socialistes de Liège.



Fédération Liègeoise des Jeunes Socialistes



FedeLiegeJS

Charleroi

- **Du 28 avril au 4 mai** : RedHouse
- **18-19-20 avril** : Live Twitch
- Fédé JS on tour



Fédération des Jeunes Socialistes de Charleroi



fede.js.charleroi

Bruxelles

- **Mai** : Semaine des mandataires
- **1er mai** : Stand premier mai au mont des arts (Village associatif)
- **Mai et deux week-ends de juin** : Red House
- **Fin avril- début mai** : Conférence sécurité Sociale au delà des préjugés



Fédération Bruxelloise des Jeunes Socialistes



fbjs.bruxelles



Nos

RÉSEAUX SOCIAUX



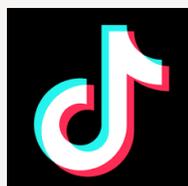
Mouvement des Jeunes Socialistes

<https://www.facebook.com/MJSbelgique/>



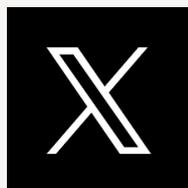
jeunes_socialistes_belgique

https://www.instagram.com/jeunes_socialistes_belgique/



@jeunes_socialistes

https://www.tiktok.com/@jeunes_socialistes?t=8rAGk9Mi9yK&r=1



Jeunes Socialistes

[@MJSbelgique](#)



Les Jeunes Socialistes Belgique

[jeunes_socialistes_belgique](#)



MJS - Mouvement des Jeunes Socialistes

<https://jeunes-socialistes.be>

Jeune Garde Socialiste

TW : Afin de permettre l'accessibilité à ce document à toutes les personnes en situation de handicap face à la lecture, le masculin à valeur neutre est utilisé dans ce document pour désigner des personnes de tous genres.

ED / Maëlys Hennaux - Rue de la Croix de fer, 16 1000 Bruxelles